



# **Présentation sur l'approvisionnement à Services partagés Canada (SPC) au Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)**

Le 28 février 2019



Shared Services  
Canada

Services partagés  
Canada

Canada

# Résumé

1. Contexte actuel
2. Comprendre la nature des partenariats d'approvisionnement fédéraux, provinciaux et territoriaux
3. Projet pilote : Offre à commandes principale et nationale sur les portables
4. Discussion

# Contexte actuel

- En 2015, Services partagés Canada (SPC) obtient le décret 2015-1071 qui permet au Ministère de desservir de façon facultative le secteur public élargi au Canada ou à l'extérieur du Canada.
- SPC participe au comité de surveillance du SMA sur l'approvisionnement collaboratif depuis les trois dernières années.
- Les responsables des achats de SPC observent de façon continue la réunion du groupe de travail des directeurs FPT de l'approvisionnement.
- SPC se concentre principalement sur son mandat envers les partenaires et les clients du gouvernement du Canada.
- Les responsables des achats se sont engagés à examiner la faisabilité d'ouvrir les instruments contractuels aux organismes provinciaux, territoriaux et du secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (MESSS) d'ici trois ans.

## Comprendre la nature des partenariats d'approvisionnement fédéraux, provinciaux et territoriaux

- Le décret 2015-1071 permet à SPC d'offrir ses services sur une base optionnelle à un gouvernement d'une province ou d'une municipalité au Canada, à un organisme d'aide canadien, à un organisme de santé publique, à un organisme intergouvernemental ou à un gouvernement étranger pourvu que ces services n'occasionnent pas de frais ou ne requièrent pas de ressources supplémentaires à Services partagés Canada.
- L'Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif (ICAC) permet aux provinces et territoires, et par extension à leurs secteurs MESSS, d'avoir accès aux instruments d'achat du gouvernement du Canada. Elle permet de réduire le chevauchement des tâches des professionnels de l'approvisionnement partout au Canada et d'offrir des prix et des conditions favorables aux administrations provinciales et territoriales.
- Il faudra élaborer des ententes-cadres d'utilisation entre SPC et chaque province et territoire participant à l'ICAC. A l'heure actuelle, les trois territoires et sept\* provinces participent activement à l'ICAC.
- Il faudra procéder à une analyse du marché au niveau des produits et à des consultations exhaustives auprès de l'industrie en prévision de l'ouverture d'un instrument aux provinces, aux territoires et au secteur MESSS.
- L'engagement auprès des provinces et territoires est également essentiel pour garantir l'intérêt et le volume d'activités prévu.

# Projet pilote : Offre à commandes principale et nationale (OCPN) sur les portables de SPC

- SPC planifie actuellement le lancement d'un nouvel appel d'offres du volet portables de l'offre à commandes principale et nationale (OCPN) sur les ordinateurs.
- Les provinces et les territoires ont fait connaître leur intérêt par le passé à l'égard des possibilités de prix et d'économies de SPC dans le cadre de notre offre à commandes en matière d'approvisionnement, incluant l'OCPN sur les ordinateurs.
- La demande d'offre à commandes (DOC) devrait être sollicitée en 2019-2020 et l'octroi des marchés devrait avoir lieu au T2-T3 de 2019-2020. SPC révisera les catégories en fonction des spécifications techniques actuelles et d'une variété de dispositifs sur le marché (tablettes, hybrides, etc.).
- Il s'agit là d'une occasion d'examiner les avantages d'ouvrir un instrument de SPC à la communauté FPT et au secteur MESSS.
- Avantages potentiels :
  - 1) Économies sur les biens achetés par les provinces et territoires et le secteur MESSS grâce à l'approvisionnement collaboratif
  - 2) Réduction des coûts liés aux processus organisationnels internes pour les provinces et territoires et le secteur MESSS
  - 3) SPC augmentera son pouvoir d'achat grâce à l'approvisionnement collaboratif
  - 4) Collaboration accrue avec les provinces et territoires.

# Points de discussion

- L'approvisionnement collaboratif est-il un moyen efficace pour accroître l'interopérabilité entre les entités fédérales, provinciales, territoriales et les autres entités publiques?
- Considérations relatives à l'environnement concurrentiel et aspects socioéconomiques :
  - Veiller à ce que le regroupement de l'approvisionnement ne nuise pas aux fournisseurs actuels dans l'ensemble du Canada
  - Conserver l'objectif de tirer profit de l'approvisionnement pour réaliser des avantages socioéconomiques.
- Dans quelle mesure l'approvisionnement collaboratif s'applique-t-il aux technologies émergentes, comme l'informatique en nuage?
- L'instrument d'approvisionnement par nuage du gouvernement du Canada de SPC inclut une portée suffisante pour que SPC offre des services d'informatique en nuage publics à son vaste éventail de clients, incluant d'autres ordres de gouvernement.
  - Il est prévu que les sources d'approvisionnement pour les données de niveau Protégé B seront mises en œuvre à partir de juin 2019, avec l'attribution de données allant jusqu'au niveau Protégé A plus tard au cours de l'année.
  - Le niveau d'effort/complexité d'ouvrir l'instrument aux provinces et territoires n'a pas encore été examiné.